

Au cours de cette période (1867-1914), le Gouvernement canadien eut recours à l'usage ou à la menace de la force armée en quatre circonstances. A deux reprises, lors de l'envoi à la rivière Rouge en 1870 de troupes de volontaires se chiffrant à presque 1,000 hommes et, lors de l'envoi en 1885, dans les territoires du Nord-Ouest, d'un corps expéditionnaire comprenant presque 8,000 hommes, il s'agissait de mâter des révoltes contre l'autorité civile établie. Une autre occasion fut l'envoi, en 1898, du Corps expéditionnaire du Yukon, composé de quelque 200 volontaires, en vue de démontrer la puissance militaire du Canada de façon à prévenir les incursions des Américains en provenance de l'Alaska. La quatrième opération fut l'envoi de troupes pour le service impérial en Afrique australe de 1899 à 1900. Au départ, Laurier n'était pas sympathique aux motifs qui opposaient la Grande-Bretagne aux Boers; il n'était pas plus en faveur de l'envoi de troupes canadiennes à Cape Town que Macdonald ne l'était quinze ans auparavant lorsqu'il fut question de les envoyer dans la région du Nil «afin de sortir Gladstone & Co. du pétrin». Mais les pressions de la part des Canadiens de langue anglaise qui réclamaient qu'on fit quelque chose pour venir en aide à l'Empire se firent trop impérieuses. Comme son Cabinet était divisé et que le pays l'était presque autant, la ligne de conduite de Laurier lui fut dictée par le souci d'éviter avant tout une plus grande désunion. Il consentit à envoyer une troupe de volontaires ne dépassant pas 1,000 hommes et à payer les frais de transport pour l'aller et le retour du voyage en Afrique australe. L'envoi de cette force s'étant effectué sans incident, un second contingent fut envoyé par la suite, de même que l'armée levée par Lord Strathcona, haut commissaire à Londres, dont elle portait le nom. En 1898, la première d'une série de lois sur la marine votées par le Reichstag déclencha la *Flottenpolitik*, ou rivalité navale entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne à laquelle mit finalement fin la bataille du Jutland. L'Amirauté sollicita l'aide des Dominions avec plus ou moins de succès. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, faisait leur la cause britannique, répondirent à l'appel par le versement de sommes d'argent destinées à l'achat de dreadnoughts pour la Marine royale. Comme lors de la guerre des Boers, le pays était divisé et le Gouvernement du Canada fut obligé d'user d'équivoque. Laurier était d'avis que, contrairement à ce qu'il croyait être une information déformée à dessein par les militaires afin d'influencer le peuple britannique, aucun état d'urgence ne justifiait une telle déviation aux principes d'un gouvernement responsable. S'il y avait lieu d'effectuer des préparatifs navals, ce serait en créant une Marine canadienne et non en contribuant à une Grande flotte impériale. En novembre 1909, le Parlement fut saisi d'un projet de loi sur la marine dans lequel était mentionnée une telle ligne de conduite; celui-ci fut adopté l'année suivante en dépit de l'opposition acharnée du parti conservateur dirigé par Borden. Le Gouvernement Laurier fut défait au cours de l'élection générale de 1911 avant même qu'aucune des dispositions contenues dans cette loi ne fût appliquée. Borden jeta immédiatement les bases d'une nouvelle politique de défense navale, fondée sur le principe d'un apport urgent. Il sollicita du Parlement l'autorisation d'affecter \$35,000,000 à l'achat de trois dreadnoughts supplémentaires pour la Marine royale dont le ministre de la Marine, Winston Churchill, lui avait assuré la nécessité vitale pour la protection de l'Empire. Le Sénat canadien, à majorité libérale, refusa d'adopter le projet de loi. Au moment de la déclaration de la guerre, en août 1914, le Canada ne possédait pratiquement aucune marine nationale et il n'avait fourni aucun apport à la défense de l'Empire.

La Grande Guerre

Comme à peu près partout ailleurs, la guerre mondiale n'avait aucunement été prévue par le Canada. Mais comme la tâche des experts militaires consiste justement à tenter de prévoir l'impossible, on avait considéré la question de la mobilisation générale et de l'envoi d'un corps expéditionnaire canadien en